

DE GRANDS PRODUCTEURS DE PÉTROLE ÉTUDIENT UN ÉVENTUEL GEL DE LEUR PRODUCTION

Tension et statu quo à Doha

La conclusion d'un accord demeure l'option la plus probable de la réunion des pays producteurs de pétrole, hier à Doha (Qatar), mais les modalités de l'accord seront assez vagues. Cependant, l'hypothèse d'un échec n'était pas totalement écartée.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - L'un des principaux obstacles sur la voie de l'accord demeure les tensions politiques entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, estimait hier Francis Perrin, président de Stratégies et politiques énergétiques, dans une déclaration au *Soir d'Algérie*.

La plus grande partie des 18 pays réunis à Doha était en faveur d'un accord de gel de la production car (ils sont) conscients que l'absence d'accord risquerait de faire baisser significativement les prix du pétrole. «La conclusion d'un accord demeure l'option la plus probable mais les modalités de l'accord seront sans doute assez vagues. On ne peut cependant pas totalement écarter l'hypothèse d'un échec», commente l'expert, alors que se réunissaient à Doha les pays producteurs de pétrole membres de l'Opep et en dehors, dans l'espoir de stabiliser les prix.

L'objectif est de geler la production au niveau du début 2016 jusqu'en octobre 2016 et de revoir la situation à cette date. Même sans participation de l'Iran, qui est de toute façon totalement exclue, la conclusion d'un

accord entre producteurs serait importante pour les marchés pétroliers. En cas d'accord, les prix du pétrole ne vont pas bondir mais ce qui est capital pour les producteurs, c'est d'éviter de casser la dynamique de hausse depuis la mi-février, analyse M. Perrin, alors que dans l'après-midi rien ne filtrait de la réunion.

«Doha ne sera pas la fin de l'histoire. Il y aura une réunion de l'Opep en juin, la poursuite des efforts de l'Iran pour accroître sa production et, surtout, les évolutions du marché pétrolier dans les prochains mois avec un très probable resserrement de l'écart entre offre et demande, ce qui est un facteur favorable pour les producteurs», conclut Francis Perrin. Plutôt dans la journée d'hier, s'ouvraient dans la capitale qatarie les travaux de la réunion des pays Opep et non Opep.

Dix-huit pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ou extérieurs à celle-ci, dont la Russie, se sont retrouvés pour donner leur accord formel à un accord qui gèlerait jusqu'en octobre leur production à son niveau de janvier.

Pour rappel, le principe de ce



Les 18 pays réunis à Doha étaient en faveur d'un accord de gel de la production.

gel a été initié par quatre pays : Russie, Arabie Saoudite, Qatar et Venezuela, lors d'une réunion à Doha à la mi-février. Plusieurs pays dont l'Algérie ont affiché leur soutien à cette initiative dont le but est de participer à stabiliser le marché caractérisé par une offre surabondante et des prix orientés vers le bas au grand dam des pays qui vivent essentiellement de la rente pétrolière.

Les tensions réapparues entre l'Arabie Saoudite et l'Iran menaçaient de compromettre la conclusion d'un accord contrai-

nant sur le gel de la production pétrolière, le premier du genre depuis quinze ans impliquant pays de l'Opep et producteurs extérieurs au cartel, pour tenter de soutenir les cours.

Selon des sources médiatiques présentes à Doha, la réunion officielle a été retardée après que l'Arabie Saoudite, chef de file de l'Opep, a informé les participants de sa volonté que tous les Etats membres (de l'Opep) s'associent à la décision. L'Iran a décidé de ne pas envoyer son ministre du Pétrole

à Doha, Téhéran ayant clairement expliqué qu'il ne renoncerait pas à son quota de production historique d'avant les sanctions internationales dont une partie a été levée récemment.

«La réunion de Doha est pour ceux qui veulent participer au plan de gel de la production», a déclaré le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh. «Dans la mesure où il n'est pas prévu que l'Iran signe ce plan, la présence d'un représentant de l'Iran à cette réunion n'est pas nécessaire», a-t-il ajouté.

Les Saoudiens, en signe de «représailles», ont décidé de l'exclusion de Téhéran des discussions d'hier dimanche. Sur place, peu avant qu'elle commence, la réunion des producteurs de pétrole a montré des signes qui ne rassurent pas.

En effet, un nouveau projet de texte que plusieurs sources ont pu consulter n'incluait plus aucune des dispositions contraignantes de la précédente version. «Je ne suis pas sûr que l'on puisse parler de gel», a déclaré une source de l'Opep citée par Reuters. «Le problème, désormais, consiste à déboucher sur quelque chose qui exclurait l'Iran, satisferait les Saoudiens et ne fâcherait pas la Russie», a résumé une autre source de l'organisation.

Y. D.

MARCHÉ PÉTROLIER

L'Arabie Saoudite veut dicter les règles

Le 17 avril 2016 marquera la confirmation d'une rivalité Arabie Saoudite-Iran plus que jamais perceptible. La réunion d'hier à Doha, entre membres et non-membres de l'Opep, n'a pas compté l'Iran parmi les pays négociateurs du prolongement du gel de la production du brut à son niveau de janvier.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Lié à un désaccord politique plus qu'à la surabondance de l'offre accrue depuis 2014, le prix du baril n'est définitivement pas près de remonter. Une analyse que partagent plusieurs experts pétroliers et géopoliticiens. Le professeur Chems-Eddine Chitour, directeur du laboratoire de valorisation des hydrocarbures à l'Ecole polytechnique, dit être convaincu que cette rencontre de Doha, «tout comme celle de février dernier», ne changera absolument rien à la situation actuelle. Pour lui, rester à 43 dollars le baril «serait déjà une chance inouïe» pour les pays producteurs.

Il est à rappeler qu'initialement la création de l'Opep avait vocation à défendre les intérêts de «l'ensemble» des pays membres. Or, aujourd'hui, chacun tire la couverture de son côté. L'engourdissement de l'économie mondiale a stimulé un fort regain du protectionnisme et de l'égoïsme des Etats. L'Opep est plus que jamais sous l'emprise de l'Arabie Saoudite qui dirige l'organisation à son profit «d'une main de fer», a souligné le professeur. Voulant dicter sa loi sur le marché pétrolier, ce sont tous les pays membres dispersés qui subiront ses décisions. Pour Chems-Eddine Chitour, il serait plus approprié de donner une nou-

velle définition à l'Opep qui serait «l'organisation des pays du Golfe producteurs de pétrole», pour ne pas dire l'Arabie Saoudite. Il n'est plus à nier que le reste des adhérents ne pèsent véritablement pas dans ce processus décisionnel considérant leur faible production comparative à celle de l'Arabie Saoudite.

En quête d'hégémonie au Moyen-Orient

En clair, solutionner la surabondance de l'offre estimée à 1,5 mbj est sous l'emprise de la rivalité antique entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Toute la problématique réside dans «cette politisation d'un trouble d'ordre technique», a signalé le professeur. A travers les médias, les dirigeants respectifs des deux rivaux se sont déclaré une véritable guéguerre de déclarations hautaines par-ci et impertinentes par-là. Le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, a publié sur le site de son ministère que «l'Iran ne renoncera en aucun cas à son quota de production historique», en référence au niveau de production et d'exportation de son pays d'avant les sanctions internationales contre Téhéran. En riposte, le vice-prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohammed



Chems-Eddine Chitour, directeur du Laboratoire de valorisation des hydrocarbures.

ben Salmane, avait réaffirmé que le royaume n'a pas l'intention de geler sa production de brut à moins que l'Iran n'en fasse autant.

Quand l'Iran dit viser une production de plus de 4,5 mbj, l'Arabie Saoudite menace que s'il n'adhère pas au gel, il y aura une augmentation graduelle de sa production jusqu'à atteindre 12 mbj d'ici à l'horizon janvier 2017. A ces fulminations, le professeur Chitour affirme que pour le premier, vu l'état désuet de ses moyens techniques de production, dépasser le niveau actuel de 500 000 bj ne se fera pas du jour au lendemain. Pour ce qui est du second, il a qualifié ses prévisions de «grand bluff» dans la mesure où ses gisements sont en déclin.

Par ailleurs, préoccupés par la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite pour une éventuelle prépotence régionale, «on oublie souvent de considérer les potentialités considérables de hors Opep», a rappelé le professeur. Ce ne sont pas tant les Etats non-adhérents qui posent problème mais l'ampleur que prend aujourd'hui le réseau terroriste, proclamé Daesh, qui est également un grand producteur de pétrole. C'est à ce stade que la politisation de la question stratégique pétrolière, par les deux rivaux du Moyen-Orient, aggrave l'instabilité du marché pétrolier et le déficit budgétaire de certains pays producteurs et promeut activement l'expansion de l'insécurité régionale à l'échelle planétaire.

N. B.